



GOUVERNEMENT INTERIMAIRE

Départ reporté pour le groupe des 12

V.d.W.

Mis en ligne le 08/01/2008



Les travaux sont déjà reportés d'une semaine. Problème d'agenda et de méthode... mais aussi difficulté de s'entendre sur les contours de la discussion.

Le groupe des 12 qui doit négocier, d'ici le 23 mars prochain, les contours d'une nouvelle réforme de l'Etat ne se réunira pas ce mercredi 9 janvier, comme le Premier ministre, Guy Verhofstadt, l'avait indiqué dans sa déclaration gouvernementale. Ce sont, dit-on, des problèmes d'agenda et de méthode (déjà...) qui ont poussé le président de ce groupe, le vice-Premier ministre et ministre des Réformes institutionnelles, Yves Leterme, à repousser à la semaine prochaine, le début des travaux. La décision aurait été prise dimanche soir, lors d'une réunion du kern entre le Premier ministre, Guy Verhofstadt, et les deux vice-Premiers ministres, Yves Leterme et Didier Reynders qui ont fait le point sur les trois dossiers chauds de la rentrée : budget 2008, réforme de l'Etat et volet socio-économique.

Concertation francophone

Avant d'entamer les travaux institutionnels, Yves Leterme et Didier Reynders recevront sans doute les 8 présidents de parti pour déterminer l'ampleur de la prochaine réforme de l'Etat : minimaliste ou maximaliste.

Du côté francophone, le président du MR, Didier Reynders, devrait réunir sans délai les présidents du PS, du CDH et d'Ecolo pour tenter de définir avec eux une position commune. Car les dernières déclarations politiques francophones ne vont pas toutes dans le même sens. Entre Philippe Moureaux, vice-président du PS, qui plaide quasi pour un confédéralisme (avec régionalisation maîtrisée des allocations familiales) et Joëlle Milquet qui maintient des positions très fédérales, il y a plus que des nuances.

Du côté flamand aussi, on est loin de défendre des positions unanimes. Ainsi la plupart des élus libéraux flamands n'ont pas apprécié la suggestion du président de Vivant, le sénateur Roland Duchâtelet (en cartel avec le VLD) d'élargir la Région bruxelloise aux deux Brabant.

Jean-Luc Dehaene Si l'on ne sait toujours pas quand le groupe des 12 se réunira, on connaît, en revanche sa composition. En plus des 12 membres effectifs (ci-dessous), il y aura 3 membres suppléants pour les partis qui n'auront qu'un représentant permanent (le CDH, le SP.A et le VLD). Au CDH, c'est André Antoine qui a été choisi; quant à Melchior Wathelet, il préparera, pour le CDH, la négociation du programme du gouvernement définitif.

En plus de ces 12 membres, le groupe pourra s'élargir aux deux présidents d'assemblée, Herman Van Rompuy (Chambre) et Armand De Decker (Sénat). L'actuel Premier ministre, Guy Verhofstadt, y sera invité de même que... l'ancien Premier ministre, Jean-Luc Dehaene (CD & V). Et, comme le dit une source proche de la négociation, ces deux-là ne viendront pas seulement pour dire que les travaux avancent bien. Ils comptent bien alimenter les travaux de leurs réflexions voire orienter la discussion.

Ce mardi, Guy Verhofstadt transmettra sa note institutionnelle aux membres du groupe des 12, que certains nomment "Octopus" (par référence aux négociations majorité-opposition qui avaient conduit à la réforme des services de police).

Mais comme Guy Verhofstadt le répète dans l'entretien qu'il nous a accordé (pp 2 à 4), il s'agit d'un document strictement personnel qui n'engage pas la responsabilité du gouvernement ni même celle de ses principaux ministres. Il s'attend d'ailleurs à ce que sa note soit farouchement critiquée par les extrêmes du Nord et du Sud du pays.

Communauté urbaine

Pour rappel, Guy Verhofstadt y défend l'idée d'un Etat fédéral fort aux côtés de Régions et de Communautés fortes. Il préconise d'élargir le concept de "convergence" pour les matières qui seraient transférées du fédéral vers les Régions et Communautés, à l'image de ce qui est déjà permis pour la fiscalité (des écarts additionnels ou soustractifs de 6,75 pc). Cette technique pourrait être appliquée aux allocations familiales (une Communauté pourrait ainsi décider de favoriser le premier enfant, une autre les familles nombreuses, etc).

Parmi les autres idées du Premier ministre, citons l'instauration du concept de Communauté urbaine autour de Bruxelles (une forme d'élargissement virtuel). Il proposerait également que la Flandre ratifie enfin la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur le respect des minorités linguistiques. Quant à Bruxelles-Hal-Vilvorde, le Premier ministre suggérerait tout simplement... d'en revenir au compromis de 2005 qui avait fait l'objet d'un accord, à l'exception de Spirit, l'appendice nationaliste des socialistes flamands.

Cette note de 19 pages de Guy Verhofstadt servira-t-elle de base à la discussion ou sera-t-elle jetée aux orties dès l'entame des discussions ? On sera vite fixé... à condition, évidemment, que les négociations commencent réellement.